



ÉVÉNEMENT PARALLÈLE DE LA CSI AU FPHN 2022

« UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL POUR UN PROGRAMME PORTEUR DE TRANSFORMATIONS POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES »

Le 11 juillet 2022, de 08 h 00 à 09 h 00 (heure de New York)

RAPPORT

La réunion virtuelle a débuté par une présentation par **Paola Simonetti**, directrice du département de l'égalité de la CSI. Après avoir exposé l'ordre du jour, elle a expliqué que la réunion avait pour but de présenter des recommandations politiques syndicales et d'en débattre afin d'apporter des contributions sur le thème du FPHN 2022, à savoir « Reconstruire en mieux après la maladie à coronavirus (COVID-19) tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Dans ce contexte, Paola Simonetti a clairement indiqué que les syndicats considèrent que l'ODD 8 est essentiel à la reprise: en effet, les progrès concernant l'ODD 8 offrent un levier puissant en faveur d'autres objectifs, notamment les objectifs examinés lors du FPHN 2022.

La première partie de l'événement consistait en une table ronde sur les priorités politiques pour avancer vers un nouveau contrat social porteur de transformations pour l'égalité des genres.

La première intervenante était **Zingiswa Losi**, présidente du *Congress of South African Trade Unions* (COSATU). Elle a mis en évidence la pertinence de l'Agenda pour le travail décent pour progresser sur la question de l'égalité entre les sexes (ODD 5) en précisant que l'appel lancé par les syndicats en faveur d'un nouveau contrat social fondé sur l'ODD 8 comprend un salaire égal pour un travail de valeur égale, la santé et la sécurité, les conditions de travail, l'éradication de la violence et du harcèlement fondés sur le genre et l'investissement dans l'économie des soins. En ce qui concerne le cas de l'Afrique du Sud, Zingiswa Losi a souligné que les femmes, en particulier les femmes noires, ont été touchées par la Covid-19 en termes de pertes d'emplois, ainsi que par une augmentation de la violence domestique. Elle a conclu en appelant à des processus inclusifs favorisant la participation des femmes moyennant le dialogue social, la négociation collective et l'action collective.

L'intervenante suivante était **Susan Hopgood**, présidente de l'Internationale de l'éducation. Elle a débattu des interconnexions entre l'ODD 8, l'ODD 5 et l'ODD 4 (accès à l'éducation). « Lorsque les jeunes filles et les femmes accèdent pleinement à une éducation inclusive de qualité, elles améliorent leur accès à l'évolution de carrière, à l'indépendance financière et à l'autonomie », a-t-elle déclaré, et a appelé à une éducation porteuse de transformations pour l'égalité des genres s'appuyant sur des politiques, des données, des législations et un budget adéquat consacré à l'éducation.

La seconde partie de l'événement était axée sur le rôle des Nations unies et des États membres dans l'établissement d'un nouveau contrat social.

Beate Andrees, représentante spéciale auprès des Nations unies et directrice du Bureau de l'OIT à New York, a ouvert le débat. Elle a expliqué la pertinence du rapport du secrétaire général des Nations unies intitulé « Notre programme commun » et de son « Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale » pour progresser vers la réalisation des ODD. Elle a, en outre, présenté le travail réalisé



actuellement dans le cadre de l'Accélérateur mondial, mené par l'OIT, qui a pour but de mettre en place des mesures visant à 1) promouvoir une meilleure intégration politique en matière de protection sociale, d'emploi et de transition juste; 2) relever le défi de mobilisation des ressources, en complétant les efforts budgétaires nationaux par un soutien financier international; et 3) améliorer la coopération multilatérale afin d'apporter un appui politique et stratégique à l'Accélérateur, en particulier pour promouvoir la création d'emplois dans les économies vertes et numériques.

La seconde intervenante lors de cette séance était **Flor de Lis Vásquez Muñoz**, conseillère à la mission permanente du Mexique auprès des Nations unies. Elle a présenté l'Alliance mondiale pour les soins, lancée par le gouvernement du Mexique et soutenue par de nombreux gouvernements et organisations internationales (y compris la CSI), comme une initiative majeure visant à promouvoir les soins en tant que bien public et droit humain et à encourager les politiques institutionnalisées en matière de soins et des investissements appropriés.

Les deux séances ont été suivies d'un dialogue avec les participant(e)s qui ont mis en évidence les interconnexions essentielles entre les thèmes débattus durant les deux tables rondes, notamment l'impact du changement climatique sur l'égalité des genres, le lien entre la promotion d'emplois respectueux du climat et l'appel à des investissements dans l'économie des soins, et l'opportunité de l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale ou des transitions justes dans le cadre de la relance à l'échelle nationale après la crise de la Covid-19.

Paola Simonetti a conclu l'événement en assurant que les syndicats continueront de soutenir les investissements dans des mesures visant à garantir des progrès durables, inclusifs et porteurs de transformations pour l'égalité des genres conformément aux ODD.